

C'est précisément la Libre Parole de Drumont, qui lança le brûlot, en septembre 1892, au moment même où le procureur général, Quesnay de Beaurepaire, adressait au ministre de la Justice un rapport concluant aux poursuites contre les dirigeants de la Compagnie de Panama. Sous le pseudonyme de « Micros », un banquier de province, Félix Martin, qui avait jadis été l'un des organisateurs des campagnes de pétitions en faveur des obligations à lots, montrait aux lecteurs de la Libre Parole, effarés, « Les dessous de Panama ». Le pavé était lancé en pleine mare. Que l'on juge de son effet de choc par les simples extraits qui suivent ¹⁰ :

M. de Lesseps est académicien et l'illustre corps est peu soucieux de voir un de ses membres condamné pour abus de confiance. M. de Lesseps fait partie du monde de la finance et les grands financiers qui l'exploitaient ne désirent nullement lui voir rendre ses comptes. Enfin, les hommes politiques les plus en vue croient ou feignent de croire à des révélations accablantes le jour où la justice se déciderait à tirer les choses au clair : tout

C'est précisément la Libre Parole de Drumont, qui lança le brûlot, en septembre 1892, au moment même où le procureur général, Quesnay de Beaurepaire, adressait au ministre de la Justice un rapport concluant aux poursuites contre les dirigeants de la Compagnie de Panama. Sous le pseudonyme de « Micros », un banquier de province, Félix Martin, qui avait jadis été l'un des organisateurs des campagnes de pétitions en faveur des obligations à lots, montrait aux lecteurs de la Libre Parole, effarés, « Les dessous de Panama ». Le pavé était lancé en pleine mare. Que l'on juge de son effet de choc par les simples extraits qui suivent ¹⁰ :

M. de Lesseps est académicien et l'illustre corps est peu soucieux de voir un de ses membres condamné pour abus de confiance. M. de Lesseps fait partie du monde de la finance et les grands financiers qui l'exploitaient ne désirent nullement lui voir rendre ses comptes. Enfin, les hommes politiques les plus en vue croient ou feignent de croire à des révélations accablantes le jour où la justice se déciderait à tirer les choses au clair : tout

ça pèse plus que l'opinion publique... J'aurai successivement à examiner les rapports de la Compagnie de Panama avec les entrepreneurs, la finance, et enfin le monde parlementaire; j'ai été bien placé surtout pour apprécier ces derniers... Marius Fontane s'occupait surtout des rapports de la Compagnie avec la presse et le dessous de la finance juive; Reinach, de la maison Kohn & Reinach, le baron Reinach comme il l'appelait couramment, avec une pointe d'ironie, était son benjamin. Il lui donnait des ordres clandestins et son concours était précieux parfois... Charles de Lesseps est une franche canaille ou un très honnête homme. Je l'ai approché bien souvent et pas plus maintenant qu'il y a cinq ans, je ne puis apporter sur son compte une appréciation exacte. Il accepte toutes les responsabilités des fautes commises, il les revendique même pour couvrir ses collègues, et cependant il ne commettrait pas ces fautes-là; une heure de conversation intime avec lui vous laisse pénétré de son honnêteté parfaite, et cependant, il prête la main à de vilaines gredineries... (6 septembre).

Pendant la période de Panama, la presse fut domestiquée. Seuls *le Matin* et *la Lanterne* secouèrent le joug pendant un instant... De même *le Temps* qui faillit un jour à son obéissance ordinaire; le reste ne regimba jamais... (8 septembre).

A qui Charles de Lesseps faisait-il cette faveur (*les primes des syndicats de garantie*)? Est-ce aux actionnaires, aux obligataires? Oh, non, mais à toute une bande de vautours, à commencer par les administrateurs, les hommes politiques dont on payait ainsi le concours, les directeurs des établissements financiers, la bande juive et toute la séquelle des serviteurs louches... Voulait-on, par exemple, payer un ministre? Sous un nom d'emprunt quelconque, mais ordinairement par l'intermédiaire d'un établissement financier, on lui attribuait le nombre de parts représentant la somme promise, et Charles de Lesseps levait les bras au ciel, jurant ses grands dieux qu'il n'avait jamais payé un député quelconque... (10 septembre).

... Gomot, un ancien ministre, parvint à intéresser à l'affaire (la demande d'autorisation d'une émission à lots, formulée par la Compagnie dès 1885) plusieurs des ministres en fonction, notamment MM. Baïhaut et Granet... Ce Gomot a été ministre avec Brisson... On le retrouve ensuite aux Dépôts et comptes courants, avec Charles de Lesseps. C'est cette société, aujourd'hui en faillite, qui favorise les premiers tripotages parlementaires en servant de prête-nom... Gomot aussi était intéressé à la réussite de l'affaire, au même titre que M. Baïhaut, c'est-à-dire par une de ces participations dans un de ces syndicats dont j'ai indiqué plus haut le fonctionnement... (12 septembre).

... Je félicitais un jour M. Fontane d'avoir des amis aussi dévoués que paraissaient l'être MM. Baïhaut et consorts :

« Ah ça, me dit-il, vous figurez-vous qu'il travaillent pour la gloire?... » J'avais bien entendu dire, par-ci, par-là, que les hommes politiques ne dédaignaient pas les arguments monnayés, mais pour la première fois, je me trouvais en présence d'une affirmation positive et j'en fus vivement frappé. A quelques jours de là, je parvins à faire préciser les faits : on m'affirma que M. Baïhaut avait touché et devait toucher encore par l'intermédiaire d'une des sociétés financières amies de Panama. Ça ne me suffisait pas. Un soir, chez M. Charles de Lesseps, avenue Montaigne, à brûle-pourpoint, je fis allusion à ce fait.

« Comment savez-vous cela? » me répondit Charles de Lesseps en pâlisant. « La chose est vraie, mais je vous préviens que si vous commettiez une indiscretion à ce sujet, je vous traiterais en ennemi mortel... » La Compagnie de Panama employait beaucoup la dynamite pour ses travaux dans l'isthme; elle en achetait partout, en Amérique et en Angleterre, en Hollande, et point en France, ce qui ne faisait pas l'affaire des sociétés françaises, notamment de la Société centrale de dynamite, dirigée par M. Barbé, député, et ayant comme administrateurs ou avocats-conseils MM. Leguay,

Naquet, Saint-Martin, pour ne citer que ceux-là... Barbé ne pouvait pas laisser échapper l'occasion de faire sentir sa main à M. de Lesseps. Il eut soin, tout d'abord, d'obtenir le concours facile de deux journaux : *le Matin* et *la Lanterne*. On entreprit contre la Compagnie de Panama une guerre sans merci et de tous les instants * (14 septembre)...

... Barbé et ses acolytes avaient fait la paix avec la Compagnie de Panama; ils lui fournissaient maintenant toute sa dynamite. Barbé fit la grâce à Rouvier d'entrer dans son ministère, et lui glissa en douceur une nouvelle demande émanant de M. de Lesseps (novembre 1887)... En 1888, Barbé, Leguay et Naquet devinrent les directeurs de la nouvelle campagne (la demande d'autorisation de l'emprunt à lots) qui se termina par un chèque de 500.000 fr payé par la Banque de France sur la signature de M. de Lesseps et avec l'acquit d'un des employés de la Dynamite, chevalier de la Légion d'honneur. Son nom est inutile, et je le tais. En sous-ordre, Saint-Martin (Vaucluse), Arton, de la Dynamite, et H. Cottu, administrateur de Panama s'occupèrent spécialement de l'organisation... Des réunions eurent lieu tous les jours au siège de la Compagnie de Panama sous la présidence de Charles de Lesseps. Y assistaient : Gomot, Michel, Chavoix, Pesson (Albert), Saint-Martin, Naquet, Richard, Sarlat et Arton, quelquefois d'autres, mais pas régulièrement. Henry Maret et Thévenet voyaient directement M. Fontane. Pour éviter l'écueil sur lequel était venue échouer la première demande, on décida tout d'abord de travailler les bureaux (*de la Chambre*). Arton avait une promesse de participation dans le futur syndicat d'émission, promesse qui lui permettait d'en faire à son tour jusqu'à concurrence de *un million*. Quand on trouverait un récalcitrant, Cottu devait se joindre à Arton et enlever la place d'assaut. Les opérations commencèrent immédiatement et, soit à

* On a ici l'un des mécanismes, fort plausibles, d'une partie des « campagnes de baisse » dont se plaignait Lesseps. Barbé et consorts vont d'ailleurs passer en justice.

la Chambre, soit au domicile des députés, on ne vit plus qu'Arton et Cottu faire du marchandage (16 septembre).

Dans la droite, M. G. Roche recevait des ordres, je n'en ai pas entendu désigner d'autres; Cottu y avait quelques relations; les de Lesseps aussi, et, tout comme pour une élection à l'Académie, on fit des visites personnelles. J'allais oublier Mgr Freppel, qui avait su intéresser M. de Lesseps à ses œuvres diocésaines... Le travail fut, là, relativement facile, car, par principe, tous les réactionnaires étaient favorables, ou indifférents — bienveillants. A gauche, ce ne fut pas si commode. Arton, Saint-Martin, Gomot, Sarlat, Barbé, Leguay, Henry Maret, Michel, Thévenet, Burdeau, Laguerre se démenaient comme de beaux diables; le centre gauche et la gauche radicale seulement ne furent pas entamés. Mais tout le reste fut plus ou moins touché... (A la commission parlementaire en 1888.) Sans-Leroy fit sa soumission et, revenant sur son vote, il retira à M. Rondeleux le titre de rapporteur, pour le confier à Henry Maret, le rapporteur désiré. Arton ne s'embêtait pas pendant ce temps-là : il commanditait la Presse avec de l'argent de Panama... Voici quelques résultats obtenus par Arton et Laguerre : le 27 avril 1888, Laisant vote contre et le 28 avril, pour. Le 27 avril 1888, Laporte vote contre et le 28 avril, pour. Le 27 avril 1888, Michelin vote contre et le 28 avril, pour. Le 27 avril 1888, Planteau vote contre et le 28 avril, pour. Je ne cite que ceux-là, ne voulant pas faire un compte rendu des séances de la Chambre... Parmi ceux qui ont joué un rôle dans l'affaire, Barbé est mort, Leguay est en prison; Arton est en fuite, mais la dynastie des Lesseps et leurs serviteurs restent debout, narguent la justice et trouvent encore un appui dans les sphères gouvernementales. Si la loi doit être violée, si malgré leurs fautes — on pourrait dire leurs crimes — les administrateurs doivent sortir indemnes de l'aventure, que les actionnaires et les obligataires se sentent les coudes et exigent au moins la restitution pure et simple des millions que les spoliateurs peuvent offrir pour obtenir leur quitus; c'est pour

eux le seul espoir de toucher une répartition quelconque et puis, qu'ils attendent : la justice immanente arrivera à son heure. Signé : Micros (18 septembre).

Tous les faits cités étaient exacts. Le bruit allait désormais s'enfler et, dans les dix mois suivants, rouler les échos du scandale.